**Conférence de presse sur :**

**La situation de l’économie nationale en 2017 et ses perspectives en 2018**

**Introduction de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,**

**Haut-Commissaire au Plan**

**À la présentation du Budget Economique Prévisionnel 2018**

Casablanca, le 10 Janvier 2018

PREAMBULE

Le Budget Economique Prévisionnel 2018 présente une révision du budget économique exploratoire publié au mois de juillet 2017. Il s’agit d’une nouvelle estimation de la croissance de l’économie nationale en 2017 et d’une révision de ses perspectives en 2018 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques interne et externe.

L’élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, élaborées par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l’OCDE, la Commission Européenne et la Banque mondiale. Ce budget tient compte également des données de la comptabilité nationale, des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut-commissariat au Plan. Il se base aussi sur les données monétaires issues de Bank Al Maghrib, des données sur les finances publiques fournies par la direction du budget et la direction du Trésor et des finances extérieures relevant du Ministère de l’économie et des finances et des statistiques des échanges extérieurs fournies par l’office des changes.

Les perspectives économiques nationales en 2018 sont de nature à tenir compte, en plus de l’évolution économique nationale et internationale, des hypothèses portant sur l’évolution de la campagne agricole 2017-2018 et sur les nouvelles mesures et dispositions annoncées dans la Loi des Finances 2018.

* **Principaux indicateurs macroéconomiques en 2017 et en 2018**
* Décélération de **la croissance économique**, passant de 4% en 2017 à 2,8% en 2018;
* Repli de la valeur ajoutée du **secteur primaire** de 1,3% en 2018 au lieu d’une hausse de 13,6% en 2017;
* Légère reprise du rythme de croissance des **activités non agricoles**, passant de 2,8% en 2017 à 2,9% en 2018;
* Hausse de **l’inflation**, exprimée par le niveau général des prix, passant de 0,2% en 2017 à 1,5% en 2018;
* Maintien du **déficit commercial** à un niveau élevé, passant de 17,8% du PIB en 2017 et 18,2% en 2018;
* Repli du **taux d’épargne nationale**, passant de 28,9% du PIB en 2017 à 28,4% en 2018 ;
* Maintien du **taux d’investissement** à 33,3% du PIB en 2017 et 33,2% en 2018;
* Aggravation du **besoin de financement** de l’économie, passant de 4,4% du PIB en 2017 à 4,8% en 2018;
* Allégement du **déficit budgétaire**, passant de 4% du PIB en 2016 à 3,5% en 2017 et 2018;
* Légère accentuation du **taux d’endettement global**, passant de 81,6% du PIB en 2017 à 82,3% en 2018. Celui du Trésor serait d’environ 65,1% du PIB en 2017 et 65% en 2018.
* **Le contexte international: Reprise de la croissance mondiale en 2017 et 2018**

Les perspectives économiques des différents organismes internationaux, font ressortir la poursuite du raffermissement de **la croissance mondiale**, avec une amélioration de 3,6% en 2017 et 3,7% en 2018. La reprise devrait se poursuivre dans les grandes économies avancées et s’accélérer vivement dans les pays émergents, soutenue par les différentes mesures monétaires et budgétaires de relance et par une augmentation importante des échanges commerciaux.

**Aux États-Unis**, la croissance économique devrait passer de 2,2% en 2017 à 2,3% en 2018, suite à un regain des dépenses de consommation et de l’investissement des entreprises. La dépréciation générale du dollar et le resserrement monétaire moins rapide qu'attendu constitueraient également des relais de croissance.

**Dans la zone euro**, le produit intérieur brut (PIB) s’accroitrait à un taux de 2,1% en 2017. Il aurait été tiré par une évolution remarquable des exportations et par une demande intérieure robuste soutenue par des conditions financières favorables. Néanmoins, le rythme de croissance devrait s’infléchir légèrement en 2018 à 1,9%, en raison de la tendance à la hausse des cours de pétrole, des taux d’intérêt et du taux de change de l’euro.

**Au Japon,** la croissance se serait accrue de 1,5% en 2017 à la faveur d’un affermissement de la demande mondiale et d’une reprise de l’investissement public. Cependant, la faiblesse de la croissance des salaires et les mesures d’assainissement des finances publiques devraient peser sur la croissance de l’activité en 2018 qui se limiterait à 0,7%.

**Les pays émergents et en**[**développement**](http://www.lemonde.fr/developpement/), de leur côté, consolideraient leur rythme de croissance à 4,9% en 2018 après 4,6% en 2017 et 4,3% en 2016. Cette amélioration de la croissance est surtout à mettre au compte des économies russe et brésilienne, qui se remettent progressivement de leurs profondes récessions. **En Russie**, la hausse des prix du pétrole et la baisse des taux d’intérêt devraient stimuler la croissance économique qui avoisinerait 1,6% en 2018, après 1,8% en 2017. **Au Brésil**, l’assouplissement de la politique monétaire et le repli marqué de l’inflation devraient conduire à une croissance de 1,5% en 2018 après 0,7% en 2017.

Par ailleurs, la croissance des économies **des pays émergents de l'Asie** devrait rester robuste. La **Chine** devrait réaliser une croissance de 6,5% en 2018 après 6,8% en 2017, suite à une politique budgétaire expansionniste, à une hausse des exportations et aussi à une dynamique du marché immobilier. En I**nde**, la croissance économique devrait s’accélérer, passant de 6,7% en 2017 à 7,4% en 2018, grâce à des réformes structurelles d’envergure ce qui lui permettrait de se hisser parmi les grandes puissances économiques mondiales.

Dans ce contexte, **le volume du commerce mondial** devrait s’accroitre de 4% en 2018, après 4,2% en 2017 et 2,4% en 2016. Toutefois, cette dynamique resterait en deçà des niveaux enregistrés avant la crise financière. De leur côté, les cours pétroliers devraient repartir à la hausse, en liaison avec la reprise de l’activité économique et avec la reconduction de l’accord intervenu entre les pays membres de l’OPEP en vue de limiter la production pétrolière. Les prix de pétrole devraient évoluer aux environs de 60 dollars en 2018 après 54 dollars en 2017. De leur côté, les cours des produits de base hors carburants devraient rester élevés avec une évolution de 0,5% en 2018 après 7,1% en 2017.

Ainsi, **l’inflation** dans les pays émergents et en développement devrait rester stable à 4,4 % en 2018, alors qu’elle devrait augmenter dans les pays avancés de 0,8% en 2016 à 1,7 % en 2017 et 2018. Elle reste, cependant, inférieure aux objectifs fixés par les banques centrales. Pour sa part, la parité euro-dollar devrait atteindre 1,17 en 2017 et 2018 au lieu de 1,10 en 2016. Ce renforcement de la monnaie européenne intervient dans un contexte d’amélioration de plusieurs indicateurs économiques de la zone euro.

Dans ces conditions, **la demande étrangère adressée au Maroc** devrait s’accroitre de 4% en 2018, suite au raffermissement des importations de nos principaux partenaires commerciaux, en l’occurrence, l’Espagne et la France qui accaparent à eux seuls 45,5% du total des exportations marocaines.

* **Le contexte national: Amélioration du rythme de croissance économique nationale en 2017 et sa décélération en 2018**

**Situation économique en 2017**

L’économie nationale aurait bénéficié en 2017 d’une campagne agricole favorable et d’une reprise des activités industrielles exportatrices, tirée par une amélioration de la demande adressée au Maroc. Cependant, les besoins continus en importations des matières premières, des demis produits et de biens de consommation et d’équipement associés à la hausse des cours du pétrole, auraient accentué le besoin de financement permanent de l’économie nationale.

* **Les composantes de l’offre**

**Le secteur agricole** aurait connu une reprise remarquable en 2017 avec une croissance de l’ordre de 15,1% grâce aux bonnes conditions climatiques bénéficiant aux différentes cultures céréalières. Les activités des autres cultures non céréalières et celle de l’élevage auraient tiré profit, en plus de la bonne pluviométrie, des stratégies mises en place par le plan Maroc Vert pour consolider leur croissance.

Ainsi, et en tenant compte d’une baisse de 1% de la valeur ajoutée de la pêche maritime, le secteur primaire aurait progressé de 13,6% en 2017, au lieu d'une baisse de 11,3% en 2016. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,6 point en 2017 au lieu d'une contribution négative de 1,4 point un an auparavant.

Les **activités non agricoles** auraient progressé de 2,8% en 2017 après 2,2% en 2016. Ce regain d’activité aurait été dû principalement au dynamisme **du secteur secondaire** qui aurait affiché une croissance de 2,9% en 2017 au lieu de 1,2% enregistré en 2016, avec une contribution de 0,8 point à la croissance du PIB. En effet, les activités minières auraient connu un rebondissement de 17,8% après 2,2% un an auparavant, qui s’explique par la forte demande étrangère sur les produits des phosphates et ses dérivés.

Les **industries de transformation** auraient dégagé une valeur ajoutée en progression de 2% en 2017 au lieu de 0,8% en 2016 et ce malgré la baisse des activités métalliques et métallurgiques de près de 2,5%. En revanche, les activités **du secteur du bâtiment et travaux publics**, auraient enregistré une faible croissance de 0,4%, suite notamment au ralentissement de l’auto-construction et des activités des travaux publics.

De leur côté, les activités **du secteur tertiaire,** auraient maintenu leur rythme de croissance à 2,7% en 2017, qui reste toutefois inférieur à la moyenne de 3,4% durant la période 2010-2016. Leur contribution à la croissance du PIB serait maintenue à 1,3 point en 2017.

Dans ce cadre, l**es services marchands** auraient enregistré une croissance de 3% suite notamment à la dynamique des activités du commerce, du tourisme et des services rendus aux entreprises. Les **services non marchands** se seraient inscrits dans un rythme de croissance timide de 1,4%, suite à la politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement dans le but de maitriser le déficit budgétaire.

Dans ces conditions et compte tenu d’une évolution de 2,1% des impôts et taxes sur produits nets de subventions**, l’estimation de la croissance pour 2017 devrait confirmer la prévision à 4% retenue dans le budget économique exploratoire publié en mois de juillet de 2017.**

* **Les composantes de la demande**

La croissance économique nationale en 2017, aurait continué d’être soutenue, principalement par la demande intérieure, suite à la consolidation de l’investissement et au maintien du dynamisme de la consommation des ménages et dans une moindre mesure de la consommation publique.

Ainsi, **la consommation finale nationale** aurait affiché une hausse de 3,2% en volume au lieu de 3,1% en 2016, contribuant ainsi de 2,5 points de croissance. Dans ce cadre, la consommation des ménages résidents se serait accrue de 4%, contribuant pour 2,3 points à la croissance en 2017. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, aurait connu une faible amélioration de 0,8%, affectée par le ralentissement des dépenses de fonctionnement. Sa contribution à la croissance économique aurait connu un repli, passant de 0,4 point en 2016 à 0,2 point en 2017.

**L’investissement brut** aurait cru de 3,2% en 2017 et aurait contribué de 1,1 point à la croissance après 3,6 points en 2016. La formation brute du capital fixe, qui en constitue la composante principale, aurait affiché une hausse de 3,4% en décélération par rapport à 9,3% enregistré en 2016, subissant l’effet du ralentissement du rythme d’accroissement de l’investissement en construction et en produits d’équipement. Sa contribution à la croissance serait passée de 2,6 points en 2016 à 1 point en 2017. La variation des stocks aurait dégagé une contribution nulle en 2017 après avoir été positive de 0,9 point en 2016.

Globalement, **la demande intérieure** aurait connu un repli de son rythme de croissance qui serait passé de 5,5% en 2016 à 3,2% en 2017. Sa contribution à la croissance du PIB, aurait ainsi décéléré pour atteindre 3,6 points au lieu de 5,9 points en 2016.

Au niveau des échanges extérieurs, l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc aurait bénéficié aux exportations des biens et services qui auraient progressé de 8,8% en 2017. La hausse des importations aurait été de 5,9% et en conséquence la **demande extérieure** aurait enregistré une contribution positive à la croissance de 0,4 point en 2017 au lieu d'une contribution négative de 4,7 points en 2016.

* **Le financement de l’économie nationale en 2017**

**Les finances publiques** auraient été marquées en 2017 par le redressement du déficit budgétaire, suite au renforcement de la collecte des recettes ordinaires notamment les recettes fiscales et à la maitrise des dépenses. Ainsi, les recettes auraient couvert largement les dépenses, dégagent un solde ordinaire positif de 1,8% du PIB en 2017. En tenant compte des dépenses d’investissement, représentant 5,9% du PIB en 2017, le déficit budgétaire aurait connu un allégement, pour atteindre 3,5% du PIB au lieu de 4% en 2016.

A cet effet, l’encours de **la dette du Trésor** se serait établi à 65,1% du PIB en 2017 au lieu de 64,6% en 2016. En tenant compte de la dette extérieure garantie, la dette publique aurait atteint 81,6% du PIB en 2017 au lieu de 80,9% en 2016.

Au plan des **finances extérieures**, l’accroissement aux prix courants des exportations de marchandises aurait légèrement amélioré les capacités de financement des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations aurait atteint 56,4% en 2017 au lieu de 55% une année auparavant. Les exportations auraient enregistré une croissance de 9,6%, stimulées principalement par la hausse des ventes des produits bruts d’origine minérale de 26%, de l’agro-alimentaire de 9,3%, des demi produits de 12%, des produits finis de consommation de 6,9%.

De leur côté, les importations de marchandises auraient augmenté de 6,6% en 2017, affectées par la forte hausse de la facture énergétique de 31%, et par l’augmentation des achats des produits finis de consommation de 5,2%, d’équipements de 3,9% et des demi-produits de 3,2%, en liaison respectivement avec l’amélioration de l’investissement national et de l’offre exportable en produits d’origine minérale, en demi produits et en produits finis de consommation. Le déficit commercial serait resté élevé, représentant 18% du PIB.

Les échanges extérieurs des services auraient dégagé un solde excédentaire de près de 66 milliards de DH. Les exportations de services auraient augmenté de 7% et les importations de 12%. Ceci a permis d’atténuer l’ampleur du déficit commercial pour se situer, en prenant en considération les services, à 11,7% en 2017.

En outre, la balance excédentaire des revenus et des transferts courants de 62 milliards de DH, en raison de l’augmentation des transferts des MRE de 4% et aux transferts publics reçus de près de 10 milliards de dirhams, a permis également d’absorber une grande partie du déficit des échanges extérieurs de biens et services. En conséquence, le déficit courant de la balance des paiements se serait maintenu à 4,4% du PIB en 2016 et 2017 au lieu de 2,4% en 2015.

Au plan du **financement monétaire**, la situation des finances publiques se serait traduite par une augmentation des créances nettes sur l’administration centrale de près 13,4% en 2017, au moment où l’accroissement net des créances sur l’économie aurait été limité à 5,2%. Toutefois, le marché monétaire aurait été marqué par un léger recul des réserves internationales nettes à près de 241 milliards de dirhams pour couvrir 5,5 mois d’importation. Dans ce contexte, la masse monétaire aurait cru de près de 6,3% en amélioration par rapport à 4,7% enregistré en 2016.

Dans l’ensemble**, le financement de l’économie** aurait été marqué par une amélioration de l’épargne intérieure de 5,3% en 2017. De même, en prenant en considération la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde à 5,5% du PIB, l’épargne nationale aurait augmenté de 5%. Ainsi, l’épargne intérieure aurait représenté 23,1% du PIB et l’épargne nationale 28,9% du PIB en 2017 au lieu de 28,7% en 2016. Avec un niveau élevé de l’investissement brut de 33,2% du PIB, le besoin de financement de l’économie nationale se serait maintenu à 4,4% du PIB en 2017.

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2018 2017**

Les perspectives économiques nationales pour l’année 2018 prennent en considération, en plus des nouvelles dispositions de la loi des finances 2018, l’évolution de l’environnement national et international. Elles se basent également sur la réalisation d’une production agricole moyenne.

* **Les composantes de l’offre**

La **valeur ajoutée des activités agricoles** devrait enregistrer un repli de 2,1%. Sa contribution à la croissance du PIB serait de -0,2 au lieu d’une contribution positive de 1,6 point une année auparavant. En tenant compte d’une reprise des activités de la pêche maritime, **le secteur primaire** devrait dégager une valeur ajoutée en baisse de 1,3% au lieu d’une hausse de 13,6% estimée pour 2017.

**Les activités non agricoles**, de leur côté, devraient poursuivre leur légère reprise, amorcée en 2016, avec une valeur ajoutée en amélioration de 2,9% au lieu de 2,8% en 2017 et 2,2% en 2016. Elles contribueraient ainsi, pour 2,2 points à la croissance du PIB en 2018. Dans ce cadre, le secteur secondaire, soutenu par l’amélioration des demandes extérieure et intérieure, devrait maintenir son rythme de croissance à 2,9%. Sa contribution à la croissance du PIB serait maintenue à 0,7 point en 2018 au lieu 0,8 en 2017. De même, le secteur tertiaire devrait consolider sa reprise pour afficher une croissance de 3%, liée notamment à l’accroissement des services marchands de 3,4% et l’amélioration de la valeur ajoutée des administrations publiques de 1%. La contribution des services à la croissance économique poursuivrait sa tendance à la hausse avec 1,5 point au lieu de 1,3 en 2017 et 2016.

Dans ces conditions et compte tenu d’une évolution prévisible des impôts et taxes sur produits nets de subventions de 5,9%, **le Produit Intérieur Brut devrait s’accroitre de 2,8% en 2018** en ralentissement par rapport à 4% estimé pour 2017.

Aux prix courants, le PIB devrait s’accroitre de 4,3% en 2018. **L’inflation**, exprimée par le prix implicite du PIB, serait de 1,5%, en 2018 après avoir enregistré 0,2% en 2017 et 1,6% en 2016.

Par ailleurs, la croissance économique serait accompagnée par des créations d’emploi qui ne permettraient pas de répondre à la demande additionnelle en augmentation continue sur le marché du travail. Dans ce cadre, le **taux de chômage** devrait atteindre 10,5% en 2018 au lieu de 10,2% pour 2017 et 9,4% en 2016.

* **Les composantes de la demande**

La croissance économique nationale continuerait d’être soutenue par la demande intérieure en dépit de son ralentissement en 2018 au moment où la contribution de la demande extérieure serait à nouveau négative.

Ainsi, **la demande intérieure** devrait s’accroitre de 2,7% en volume au lieu de 3,2% en 2017. Sa contribution à la croissance du PIB se limiterait à 3 points au lieu de 3,6 points en 2017.

Dans ce cadre, l**a consommation finale nationale** se serait accrue de 2,8% au lieu de 3,2% en 2017, dégageant ainsi une contribution de 2,2 points à la croissance au lieu de 2,5 points en 2017. Ce résultat serait essentiellement tributaire au ralentissement du rythme d’évolution de la consommation des ménages résidents qui passerait de 4% en 2017 à 3,3% en 2018, en liaison notamment avec le ralentissement des revenus. Sa contribution à la croissance du PIB serait ainsi de 1,8 point au lieu de 2,3 points en 2017. Quant à la consommation des administrations publiques, elle connaitrait une hausse de 1,2% au lieu de 0,8% en 2017, suite à l’accroissement prévu des dépenses budgétaires de fonctionnement hors salaires. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 0,3 point en 2018.

**La formation brute de capital fixe**, de son côté, soutenue par la poursuite de la réalisation des grands projets d’investissements, devrait connaitre une hausse de 4,1% en volume en 2018 au lieu de 3,4% en 2017. Sa contribution à la croissance économique devrait passer de 1 point à 1,2 point en 2018. Avec la variation des stocks qui devrait contribuer négativement à la croissance du PIB, l’investissement brut connaitrait une hausse de 2,5% en volume en ralentissement par rapport à son évolution estimée en 2017. Sa contribution à la croissance devrait se stabiliser à 0,8 point.

Au plan des **échanges extérieurs**, les exportations des biens et services devraient poursuivre leurs performances amorcées en 2014, pour enregistrer une hausse de 6,8% en volume en 2018. Les importations seraient en hausse de 5,8% et par conséquent, la demande extérieure nette dégagerait à nouveau une contribution négative de 0,2 point à la croissance économique.

* **Le financement de l’économie nationale**

Au niveau des **finances publiques**, la politique budgétaire devrait continuer à être marquée par les mesures de redressement des équilibres macroéconomiques, à travers la maitrise des dépenses budgétaires et le renforcement de la collecte des recettes. Dans ces conditions, les opérations des dépenses et des recettes courantes du Trésor donneraient lieu à un solde ordinaire excédentaire de 2,2% du PIB en 2018. En tenant compte de l’augmentation des dépenses d’investissements à 6,1% du PIB, le déficit budgétaire devrait se stabiliser à 3,5% du PIB en 2018.

Le recours de l’Etat à l’emprunt interne et externe se traduirait par le maintien du taux d’endettement du Trésor à 65% du PIB. La dette extérieure garantie devait se situer à 17,2% du PIB et la dette publique globale atteindrait 82,3% au lieu de 81,6% pour 2017.

**Les finances extérieures** seraient marquées par une accentuation du déficit en ressources à 12% du PIB en 2018 au lieu de 11,7% en 2017. Les exportations des biens et services aux prix courants devraient enregistrer une hausse de 6,9%, alors que les importations connaitraient une progression de 6,8%, sous l’effet de la poursuite de la hausse des prix des matières premières. Avec des transferts courants nets représentant 7,1% du PIB, le déficit du compte courant de la balance des paiements s’accentuerait à 4,8% du PIB au lieu de 4,4% en 2017.

Au plan du **financement monétaire**, avec le maintien des réserves à 4,9 mois d’importations et en prenant en considération, les perspectives de croissance économique et d’évolution du niveau général des prix, la masse monétaire devrait s’accroitre de près de 5,1% au lieu de 6,3% en 2017 et de 5,4% en moyenne annuelle durant la période 2010-2016.

Dans l’ensemble, l’année 2018 connaitrait une légère baisse de l’épargne intérieure de 23,1% du PIB en 2017 à 22,7%. L’amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde de 4,3%, pour se maintenir à 5,9% du PIB en 2018, serait insuffisante pour atténuer cette baisse de l’épargne intérieure. L’épargne nationale se situerait ainsi à 28,4% du PIB en 2018 au lieu de 28,9% une année auparavant. Avec le maintien de l’investissement brut à 33,2% du PIB, **le financement de l’économie** serait marqué par une accentuation de son déficit à 4,8% du PIB en 2018.

**Conclusion**

Les perspectives de l’évolution de l’économie nationale s’inscrivent dans une tendance de ralentissement et de fluctuation du rythme de croissance. Certes, la fluctuation provient de celle de la valeur ajoutée agricole, mais celle-ci se maintient néanmoins sur un sentier de croissance élevé de l’ordre de 6,4% en moyenne annuelle depuis 2008 et 5,8% sur les cinq dernières années.

En fait, le ralentissement de la croissance économique nationale est le résultat des faibles performances des activités non agricoles. Celles-ci ont connu une croissance en ralentissement à 2,2% par an depuis 2013 au lieu de 4,2% durant la période 2008-2012. La demande domestique qui a constitué le moteur de la croissance des activités non agricoles est également en ralentissement à 3,2% par an ces cinq dernières années au lieu de 5,3% entre 2008 et 2012.

Toutefois, la demande mondiale adressée au Maroc est en amélioration ces dernières années, profitant aux exportations marocaines qui ont enregistré un rythme de croissance de 5,6% par an entre 2013 et 2017 au lieu de 4,2% durant la période 2008-2012. Les performances des exportations devaient logiquement atténuer l’effet du ralentissement de la contribution de la demande domestique à la croissance. Chose qui n’a pas été observée, soulevant ainsi des interrogations sur la nature de l’offre exportable susceptibles de dynamiser les structures de production nationale et également d’assurer un financement endogène pour la soutenabilité de la demande intérieure.

Les perspectives montrent, par ailleurs, la poursuite du rétablissement des équilibres macroéconomiques, notamment le déficit des finances publiques. Cependant, cette maitrise des équilibres macroéconomiques ne devrait pas occulter les déséquilibres structurels qui caractérisent l’économie nationale. Même avec le ralentissement de la demande intérieure et par conséquent des importations, l’amélioration que connait les exportations n’a pas permis d’atténuer le déficit de la balance commerciale qui absorbe une part importante de notre stock en devises étrangères. Le dynamisme que connaissent les exportations ne devrait pas également cacher la faible compétitivité du tissu productif national, notamment sur le marché domestique marqué par une forte pénétration des importations. Le taux de pénétration observé au Maroc, de l’ordre de 41%, dépasse largement celui des pays émergents se situant en moyenne à 25%.

**Evolution du Produit Intérieur Brut en volume selon les prix de l’année précédente (En %)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **2015** | **2016** | **2017\*** | **2018\*\*** |
| Valeur ajoutée du secteur Primaire……..…  Valeurs ajoutées non agricoles.................  Secteur Secondaire……….….…..………  Secteur tertiaire…..………………….…... | 11,6  1,7  1,8  1,7 | -11,3  2,2  1,2  2,7 | 13,6  2,8  2,9  2,7 | -1,3  2,9  2,9  3 |
| Valeur ajoutée totale……………… | 3,0 | 0,3 | 4,2 | 2,3 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………………. | 18,1 | 8,5 | 2,1 | 5,9 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 3,6 | 3,0 | 2,7 | 3,3 |
| PIB en volume…………………..…………………. | 4,5 | 1,2 | 4,0 | 2,8 |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 1,8 | 1,6 | 0,2 | 1,5 |

**(\*) : Estimation pour 2017 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2018.**

**Equilibre Ressources-Emplois en volume (variation en %)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **RUBRIQUES** | **2015** | **2016** | **2017\*** | **2018\*\*** |
| PIB……………………………….…………… | 4,5 | 1,2 | 4,0 | 2,8 |
| Consommation finale, dont:…….… | 2,3 | 3,1 | 3,2 | 2,8 |
| -Ménages résidents……………………. | 2,2 | 3,4 | 4 | 3,3 |
| -Administrations publiques................ | 2,4 | 2,1 | 0,8 | 1,2 |
| FBCF………………………………………… | 0,2 | 9,3 | 3,4 | 4,1 |
| Exportations de biens et services……………………………………. | 5,5 | 5,1 | 8,8 | 6,8 |
| Importations de biens et services.……………………………………… | -1,1 | 15,4 | 5,9 | 5,8 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan**

**Ratios des autres indicateurs macroéconomiques en % du PIB**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **2015** | **2016** | **2017\*** | **2018\*\*** |
| Epargne Intérieure…………………………..…..  Epargne Nationale ….………………..……….…  Investissement Brut………………….…..………  Solde de financement. ………………………….  Déficit budgétaire ….…………………..…………  Dette Publique globale…………….……………  Dette de Trésor…….………………………………  Réserves en mois d’importations ………… | 23,2  28,66  30,8  -2,1  -4,1  79,9  63,7  5,9 | 22,8  28,7  33,1  -4,4  -4,0  80,9  64,6  6,1 | 23,1  28,9  33,3  -4,4  -3,5  81,6  65,1  5,5 | 22,7  28,4  33,2  -4,8  -3,5  82,3  65,0  4,9 |

**(\*) : Estimation pour 2017 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2018.**